



Tisa, un traité à combattre

Les syndicats se mobilisent contre la libéralisation du commerce des services alors que va s'ouvrir à Genève un nouveau round de négociations sur Tisa

Après l'échec du Cycle de Doha, une cinquantaine d'Etats, dont la Suisse, ont décidé début 2013 de poursuivre, en marge de l'OMC, les discussions sur la poursuite de la libéralisation engagée par l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) de 1994. Menées à Genève, les négociations visent à ouvrir les marchés aux sociétés étrangères en les mettant sur pied d'égalité avec les entreprises nationales.

«Tisa vise à détruire tous les instruments de régulation démocratique et fera émerger de nouveaux monopoles économiques et une nouvelle dictature financière!» Secrétaire de la Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS), dont fait partie Unia, Claude Reymond ne tourne pas longtemps autour du pot avant de qualifier l'Accord sur le commerce des services, plus connu sous son acronyme anglais Tisa (pour Trade in Services Agreement). Ce projet de traité négocié depuis 2013 à Genève, à la Mission d'Australie, ouvrirait les marchés et, en particulier, les marchés publics aux sociétés étrangères, en les mettant sur pied d'égalité avec les entreprises nationales, notamment, en supprimant les marchés publics réservés et en réduisant les normes protectrices. «Cela peut changer la nature de nos sociétés», prévient Paolo Gilardi, cheville ouvrière du comité Stop Tisa. «Avec Tisa, la création des Chemins de fer fédéraux n'aurait pas été possible. Autre

exemple: la Webster University, un organisme privé, pourrait prétendre à obtenir des subventions proportionnellement équivalentes à celles de l'Université de Genève», assure le syndicaliste du SSP. «Il s'agit d'une modification en profondeur du code génétique de nos sociétés.» Face à cette menace, le dernier congrès de l'Union syndicale suisse (USS), en novembre dernier, s'était prononcé pour un retrait de la Suisse des négociations. Le 11 juin, l'assemblée des délégués de la CGAS s'est exprimée dans le même sens, dénonçant, dans une adresse au Conseil fédéral, «une mainmise accrue des multinationales sur nos vies aussi bien en matière de services offerts à la population que de conditions de travail». «A chaque fois que l'on privatise un service, on crée une multitude de sociétés en concurrence, avec de bas salaires qui doivent recourir à l'aide sociale», rappelle Patrick Flury, président du Cartel intersyndical de l'Etat de Genève. En outre, les syndicats genevois estiment que «la méthode qui préside à l'élaboration de Tisa en vertu de laquelle tout ce qui n'est pas public aujourd'hui ne pourra plus jamais l'être hypothèque grandement notre avenir et prive les générations futures de la possibilité de corriger des choix faits aujourd'hui et qu'il serait nécessaire de rectifier demain.» Alors que s'ouvrira le 7 juillet un nouveau round de négociations à la Mission d'Australie, le comité Stop Tisa et les syndicats appellent à la mobilisation (voir ci-dessous).

Quatre villes «hors Tisa»

Relevons que l'opposition à Tisa ne provient pas seulement des syndi-

cats. Après Carouge, les villes de Meyrin, Lausanne et Renens se sont en effet déclarées symboliquement «hors Tisa» et d'autres devraient les rejoindre. «Nous avons le devoir de tirer la sonnette d'alarme. Notre rôle d'élus n'est pas seulement de gérer la commune, mais aussi d'informer nos concitoyens», explique l'écologiste Nicolas Walder, conseiller administratif de Carouge. «Privatiser est une décision qui doit rester politique. Et nous serions privés de toute marge de manœuvre, marge de manœuvre qui est déjà réduite.» Entrepreneur et conseiller administratif PDC de Meyrin, Jean-Marc Devaud abonde dans ce jugement: «Je suis un homme de droite ouvert à la concurrence, mais il y a des garde-fous nécessaires. Là, nous pouvons dire que nous courrons droit à la catastrophe.»



Les conseillers municipaux de Meyrin et de Carouge, Jean-Marc Devaud (à g.) et Nicolas Walder (au centre), ont participé à la conférence de presse des syndicats genevois, en présence d'autres personnalités comme Juana Araujo de l'association Acidus défendant les usagers du service public.



L'Événement syndical
1005 Lausanne
021/ 321 14 60
www.evenement.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse spécialisée
Tirage: 62'510
Parution: 39x/année

N° de thème: 862.021
N° d'abonnement: 1094419
Page: 3
Surface: 55'192 mm²



Le traité Tisa est négocié dans le plus grand secret et menace le droit des peuples de se prononcer sur des questions centrales comme l'existence de services publics de qualité. La mobilisation, comme ici en décembre 2013 à Genève, doit être décuplée pour mettre fin à cette menace.